

 <https://www.aefinfo.fr/depeche/711785>

 Sabine Andrieu

 7 min read

Mobilisations pro-palestiniennes : E. Macron condamne avec fermeté les blocages. Blocus à St-Étienne, Strasbourg et Reims

Emmanuel Macron condamne "avec la plus grande fermeté" les blocages des établissements d'enseignement supérieur survenus ces derniers jours, dans un entretien à *La tribune dimanche*, le 5 mai 2024. Plusieurs organisations étudiantes et de jeunesse (dont l'Union étudiante et l'Unef) appellent pour leur part à "organiser partout en France des rassemblements, manifestations, occupations mardi 7 mai" en soutien à Gaza. Du côté des établissements, un bâtiment abritant le Cuej à Strasbourg est bloqué, tout comme une partie de Sciences Po à Reims. Un bâtiment de l'université de Saint-Étienne a été bloqué brièvement ce matin et l'IEP de Lyon est fermé administrativement.

Cette dépêche est susceptible d'être mise à jour d'ici la fin de journée, afin d'intégrer d'autres éléments sur des mobilisations qui surviendraient ce lundi.

Emmanuel Macron condamne, dans une interview à *La Tribune dimanche*, le 5 mai 2024, "avec la plus grande fermeté" les blocages des établissements d'enseignement supérieur. Favorable aux débats, il estime "tout à fait légitime et même sain et rassurant que notre jeunesse puisse dire que l'actualité internationale la touche et qu'elle en débattre, mais intimer l'ordre à un établissement d'avoir telle ou telle politique par la force et le blocage, empêcher d'autres étudiants d'accéder à un amphithéâtre sous prétexte qu'ils sont juifs, ce n'est pas la République. Ce n'est pas le respect de l'autre, le pluralisme, la condamnation de l'antisémitisme et du racisme." Il assure que, sur le conflit, "la France a une position d'équilibre, d'exigence". "Je comprends que ce qui se passe aujourd'hui en

particulier à Gaza bouleverse – la France appelle d'ailleurs à un cessez-le-feu immédiat –, mais empêcher le débat n'a jamais aidé à la résolution d'un conflit."

S'agissant des évacuations des universités bloquées, il rappelle : "Nous le faisons à chaque fois à la demande des établissements qui en ont la responsabilité et j'y suis favorable". À propos des étudiants mobilisés, il les qualifie d'étudiants "politisés" et ajoute que "certaines formations, comme la France insoumise, ont considéré que c'était une manière pertinente de mener le combat. Il est simplement contreproductif et inacceptable qu'au nom de leur combat ils empêchent le débat".

Appel à la mobilisation dans les campus universitaires et les lycées

De leur côté, plusieurs organisations étudiantes et de jeunesse lancent un appel à "amplifier et rejoindre les mobilisations en soutien au peuple palestinien [...] dans les campus universitaires et les lycées" (1) afin d' "organiser partout en France des rassemblements, manifestations, occupations mardi 7 mai" et à se "mobiliser le 15 mai à l'occasion des 76 ans de la *Nakba*".

Les signataires adressent également un message "aux organisations syndicales et politiques pour discuter de la perspective d'une nouvelle journée de manifestation nationale en solidarité avec les Palestiniens, le 18 mai 2024". Ils formulent aussi les revendications suivantes :

- "Stop au massacre et au génocide des Palestiniens, solidarité avec la lutte du peuple palestinien" ;
- "stop à la répression de la mobilisation pro-palestinienne" ;
- "ouverture immédiate des facs et stop aux fermetures administratives" ;
- "stop à la complicité de l'État français, stop à l'envoi d'armes" ;
- "pour le droit du peuple palestinien à décider de son sort".

Bref blocage à Saint-Étienne, fermeture administrative de l'IEP de Lyon

Par ailleurs, la mobilisation se poursuit en ce début de semaine.

Ainsi, à Saint-Étienne, une quinzaine d'étudiants de l'université Jean Monnet a de nouveau bloqué le bâtiment Michelet ce lundi matin avant de décider de lever eux-mêmes

le blocage au bout d'une heure. Ils se sont ensuite installés dans un amphithéâtre vide du campus Tréfilerie pour y organiser des débats.

À **Lyon**, Sciences Po est fermé administrativement. Une décision prise par la direction après l'évacuation par les forces de l'ordre le 2 mai ([lire sur AEF info](#)). Dans un communiqué du 5 mai, le syndicat étudiant de l'ENS de Lyon (Écharde) appelle Hélène Surrel à la démission pour avoir fait le choix de l'évacuation policière, "mettant en danger l'intégrité physique et psychologique de ses étudiants".

À l'université de **Strasbourg**, le bâtiment "Escarpe" (qui abrite notamment le [Cuej](#)) a été bloqué tôt ce matin par une trentaine d'étudiants sur le campus central, indiquent les services de communication en ce jour de reprise. "Des examens et des cours devaient s'y dérouler. Les examens prévus ont tous été déplacés ailleurs, au sein d'autres composantes". Le blocage se poursuit, cet après-midi. Mardi 30 avril dernier, une quarantaine d'étudiants se sont mobilisés en bloquant le site de l'[IEP](#) ("Cardo"), de 6 heures à 13 heures.

Sur le campus de **Reims** de Sciences Po Paris, "un blocus a été monté ce matin tôt par une cinquantaine d'étudiants", souligne ce lundi après-midi auprès d'AEF info une étudiante mobilisée, précisant qu'il est "toujours en cours". En ce jour d'examens, "l'administration a essayé d'ouvrir une autre porte, et celle-ci a été bloquée par les étudiants aux alentours de 9 heures", poursuit-elle. Face aux forces de l'ordre dépêchées sur place, "les étudiants ont formé une chaîne humaine". Les examens "prévus ce matin pour les étudiants de 1^{re} année, et cet après-midi pour ceux en 2^e année, ont été reportés", via des mails de l'administration. La semaine passée, "de jeudi vers 21h30 à vendredi vers 14 heures", la bibliothèque du campus rémois de Sciences Po Paris a été occupée par ce mouvement étudiant. Trois personnes sont en grève de la faim depuis jeudi soir, d'après le collectif.

À **Bordeaux**, la direction de l'IEP a dialogué en fin de semaine passée avec les étudiants mobilisés, notamment ceux du collectif Sciences Palestine. Ils avaient tenté sans succès, le 30 avril, d'organiser un atelier de confection de pancartes militantes au sein de leur institut, à partir de 17 heures, mais avaient trouvé portes closes. La direction de Sciences Po Bordeaux assure le 3 mai, après cet échange, "maintenir la suspension des mobilités étudiantes sortantes et des programmes de recherche en Israël et dans la région", compte tenu de la situation sécuritaire et académique et comme c'est déjà le cas depuis

le 7 octobre 2023. Les mobilités entrantes déjà engagées, elles, ne sont pas arrêtées "afin de ne pas pénaliser les étudiants". L'IEP bordelais accepte d'organiser à la rentrée, une conférence sur le conflit israélo-palestinien, "en présence des chercheurs et enseignants-chercheurs de l'établissement et leurs réseaux scientifiques". En revanche, il ne compte pas réviser ses accords de partenariat, avant leur terme.

Dans un message publié sur le site de l'école, le 3 mai, la communauté de Sciences Po Bordeaux exprime "solidarité et compassion envers les communautés étudiantes, scientifiques et universitaires en Palestine et en Israël ainsi qu'envers l'ensemble des personnes impactées par le conflit Israélo-Palestinien". Elle y réaffirme "son attachement indéfectible aux principes du droit international et au respect des droits humains".

À **Poitiers**, le 3 mai également, plusieurs dizaines d'étudiants du cycle Europe-Amérique latine de Sciences Po Paris dispensé dans la ville, se sont rassemblés devant leur école pour demander "une condamnation du génocide en cours à Gaza" et "la fin de l'intervention des forces de l'ordre à Sciences Po et dans les universités".

Generated with Reader Mode